



G7 KIDNAPPED TO JAPAN REUNIFICATION PROJECT

International Alliance Partners:

Canada: Henrik Teton

France: Emmanuel de Fournas, Stéphane Lambert, Paul-Georges Touja

Germany: Björn Echternach, D.W.

Italy: P.G., Tommaso Perina

United Kingdom: Paul Halton, Adam Perry

United States of America: John Gomez, Jeffery Morehouse

Destinataires :

Canada

Government: Prime Minister of Canada Justin Trudeau, Minister of Foreign Affairs Chrystia Freeland, Parliamentary Secretary to the Minister of Foreign Affairs (Consular Affairs) Omar Alghabra, Ambassador of Canada to Japan Ian Burney

Press: Nathan VanderKlippe, Globe and Mail, Colin Perkel, The Canadian Press, Kimberly Gale, CBC

France

Government: M. Emmanuel Macron, Président de la République Française;

M. Édouard Philippe, Premier ministre; M. Gérard Larcher, Président du Sénat;

M. François de Rugy, Président de l'Assemblée nationale; M. Jean-Yves Le Drian, Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères; M. Laurent Pic, Ambassadeur de France au Japon

Press: M. Pascal Stella, La Provence; M. Arnaud Vaulerin, Libération

Germany

Government: Sehr geehrte Frau Bundeskanzlerin Merkel, Sehr geehrter Herr Bundespräsident Steinmeier, Sehr geehrter Herr Minister Maas, Seine Exzellenz Hans Carl Freiherr von Werthern dem Botschafter von Deutschland
Press: Sehr geehrter Herr Wagner, sehr geehrte Mitarbeiter des Spiegels, Sehr geehrter Herr Neidhart, sehr geehrte Mitarbeiter der Süddeutschen Zeitung, Sehr geehrter Herr Welter, sehr geehrte Mitarbeiter der Frankfurter Allgemeinen Zeitung

Italy

Government: Ill.mi Sergio Mattarella, Presidente della Repubblica; Paolo Gentiloni, Presidente del Consiglio; Angelino Alfano, Ministro degli Affari Esteri; Andrea Orlando, Ministro della Giustizia; Giorgio Starace, Ambasciatore d'Italia a Tokyo

Press: Gent.mi Pio d'Emilia (Sky TG24), Francesca Sforza (La Stampa), Stefania Viti (Linkiesta), Deborah Ameri (Oggi), Thomas Mackinson (Il Fatto Quotidiano)

Spain

Government: Illmo. Presidente del Gobierno de España, Don Mariano Rajoy Brey, Illmo. Ministro de Asuntos Exteriores, y Cooperación, Don Alfonso Dastis Quecedo, Illmo. Ministro de Interior, Don Juan Ignacio Zoido Álvarez, Señor Don Pedro Sánchez, secretario general del PSOE, jefe de la oposición, Embajador de España en Japón D. Gonzalo de Benito Secades

Press: Pablo Ojer, diario ABC, Joaquín Vera, diario EL MUNDO, Rafael Moyano Zamora, diario EL MUNDO, Andrés Sánchez Braun, Agencia EFE

UK

Government: Prime Minister Theresa May, Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs Boris Johnson, Minister of State for Foreign and Commonwealth Office Rt Hon Mark Field, His Excellency Ambassador Paul Madden

Press: Mariko Oi, Rupert Wingfield-Hayes, and Chika Nakayama BBC

USA

Government: President Donald Trump, Vice President Michael Pence, Senate Majority Leader Mitchell McConnell, Representative Christopher Smith

Press: USA Today Thomas Maresca, Washington Post Anna Fifield, Jonathan Soble, New York Times



G7 KIDNAPPED TO JAPAN REUNIFICATION PROJECT

Le 26 avril 2018

Chers Tous :

Objet : Lettre ouverte au Sommet G7 2018 – « G7 Kidnapped to Japan Reunification Project »

Des milliers d'enfants, y compris les nôtres, ont été kidnappés par leur parent japonais vers le Japon ou à l'intérieur du Japon, et souffrent d'un manque d'accès à la fois de leurs parents et familles aimants. Cela a été toléré par le gouvernement et le pouvoir judiciaire japonais. Actuellement, le rapatriement des enfants ou le droit d'accès à ces enfants enlevés par des parents japonais est impossible à appliquer sans le consentement du parent kidnappeur.

Au nom des enfants précieux qui restent illégalement au Japon, nous vous demandons, en tant que représentants des gouvernements des pays membres du G7, de prendre des mesures fermes et décisives auprès du gouvernement japonais pour résoudre la crise et les cas d'enlèvements parentaux. Nous vous implorons d'inscrire cette question au programme du G7 2018 au Canada et de prendre des mesures dans les groupes de travail appropriés du G7 pour résoudre ce problème urgent. Cela devrait se faire sur la base d'une interprétation objective des droits de l'homme tels qu'ils sont énoncés dans la Convention internationale des droits de l'enfant des Nations-Unies (1989) (CIDE), la Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants (Convention de La Haye), la Convention de Vienne sur les relations consulaires (1963) (Convention de Vienne), qui ont toutes été ratifiées par le Japon, et l'article 766 de 2011 du Code civil japonais révisé (article 766).

La communauté internationale des parents, les journalistes et les médias du monde entier, copiés ici, et les acteurs concernés par cette crise d'enlèvement, qui ont plaidé avec respect et persévérance, attendent toujours une résolution appropriée de ce problème urgent des droits de l'homme après de nombreuses années. Malgré tous les efforts, la situation au Japon reste dans un état demeurant insatisfaisant de longue date. Pendant ce temps, la vie de nos enfants dans leurs années de formation se déroule dans une grande confusion et une souffrance en l'absence du soin et de l'attention d'un de leurs parents. Il n'y a eu aucun changement réel et effectif dans la base systémique de ce problème des droits de l'homme au Japon.

Les enlèvements d'enfants par les parents causent des dommages continus et permanents aux enfants. Les rapports de l'Autorité centrale de La Haye indiquent que depuis 1994, plus de 400 enfants américains ont été kidnappés des États-Unis vers le Japon. Ajoutez à cela beaucoup d'autres enfants enlevés des autres États membres du G7 et des pays de l'Union européenne non membres du G7. Le nombre estimé d'enfants actuellement au Japon qui ont perdu l'accès à l'un de leurs parents est de 3 millions. Il y a une incapacité abjecte à imposer et à avoir accès aux enfants kidnappés ainsi qu'à établir



G7 KIDNAPPED TO JAPAN REUNIFICATION PROJECT

des rapports avec eux si le parent kidnappeur ne coopère pas. Les références et les sources sont disponibles sur demande.

Des efforts antérieurs, tels que quatre démarches publiques et conjointes menées par une alliance de pays du monde entier, ont été organisés à l'intention des autorités japonaises d'octobre 2009 à février 2011, appelant le Japon à adhérer à la Convention de La Haye. Cependant, nous notons que le respect par le Japon de la Convention de La Haye est exceptionnellement faible. Cela a été documenté et rapporté récemment dans la presse japonaise. La non-coopération du parent kidnappeur japonais conduit à l'échec persistant de retourner les enfants victimes. Les rares cas qui ont été résolus par un ordre de retour de La Haye ont entraîné des épisodes traumatiques pour les enfants ou n'ont pas réellement été réalisés dans le cadre de la Convention de La Haye elle-même. Les droits d'accès en vertu de la Convention de La Haye dans les affaires transfrontalières n'ont pas été maintenus, et les relations entre les enfants et leurs parents dans le cadre de la CIDE dans les affaires nationales et internationales n'ont pas été protégées dans l'ensemble. Dans l'actuel Examen Périodique Universel du Japon, le Canada a cité un problème avec la CIDE, et l'Italie a cité un problème avec la Convention de La Haye. Les conventions perdent tout effet dissuasif si elles ne sont pas correctement appliquées. Les enfants du monde entier vivant dans une union impliquant un citoyen japonais vivent avec le risque constant d'être totalement séparés de leur parent non japonais s'ils sont emmenés au Japon. Des mesures visant à accroître la sensibilisation des juges afin d'obtenir des restrictions de voyage devraient être envisagées.

Pourquoi n'y a-t-il pas eu d'amélioration substantielle à ce problème ? Des recherches et des réflexions approfondies indiquent que le système judiciaire japonais est régi par le maintien implicite et explicite du « principe de continuité » dans les décisions relatives aux affaires d'enlèvements domestiques et transfrontaliers, indépendamment des conventions applicables et des lois applicables. En termes simples, selon ce principe, celui qui enlève en premier garde les enfants. Nous déterminons la persistance de la jurisprudence du « principe de continuité » par notre observation empirique des décisions de nombreuses affaires devant les tribunaux de famille, les Cours d'appel et la Cour Suprême du Japon. Au cas par cas, en l'absence de respect des droits de l'homme, des conventions et des lois, des décisions favorables sont fournies aux parents kidnappeurs, et ce, en violation directe des lois pertinentes. Les droits de l'enfant, qui font l'objet de ces décisions, sont violés. La rhétorique des décisions contient une terminologie juridique apparemment raisonnable et appropriée, mais ne respecte pas la loi applicable. Par conséquent, le statu quo fautif établi par le parent kidnappeur est maintenu. Les violations des droits de l'homme envers les enfants enlevés se poursuivent et le contact avec un parent est perdu. Il n'y a aucun accès et aucun retour des enfants enlevés. Par conséquent, le principe de continuité doit être abordé afin de résoudre cette crise. Nous demandons respectueusement la conformité avec la lettre et de l'esprit de la CIDE, de la Convention de La Haye, de la Convention de Vienne et de l'article 766, nonobstant les mises en œuvre japonaises.

Nous continuerons à informer les médias et les parties prenantes concernées à travers le monde, dans



G7 KIDNAPPED TO JAPAN REUNIFICATION PROJECT

de nombreuses langues, des développements en cours qui découlent de cette lettre ouverte pour nos enfants, et ce, avec l'intention sincère de collaborer de manière constructive avec vous. Si ce problème des droits de l'homme n'est pas résolu, il y aura beaucoup plus d'enfants enlevés dans les prochaines décennies. Sans le bien-être et la liberté de nos enfants, il ne peut y avoir de bonheur et de prospérité. La sécurité nationale, sans nos familles, est un foyer privé de nos êtres chers. Pour qui travaillons-nous et qui protégeons nous sinon nos enfants qui sont tous l'avenir indéniable de l'humanité ?

Sincèrement vôtre,

International Alliance Partners:

Canada

Henrik Teton – Bring Takaya Home

France

Emmanuel de Fournas – Membre fondateur, Sauvons Nos Enfants Japon

Stéphane Lambert – Membre fondateur, Sauvons Nos Enfants Japon

Paul-Georges Touja – Membre fondateur, Sauvons Nos Enfants Japon

Germany

Björn Echternach – japanchildabduction.org

D.W. – Japan-Kindesentfuehrung.com

Italy

P.G. – Twitter @JapanAbductions

Tommaso Perina

United Kingdom

Paul Halton

Adam Perry

United States of America

John Gomez – Chairman, Kizuna Child-Parent Reunion

Jeffery Morehouse – Executive Director, Bring Abducted Children Home